



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Contrat de Plan État-Région 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université Montpellier pour le Projet BNIF (BioNanoImaning Foundry) de l'Université de Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. Sa compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire de la Métropole.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, la Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur ses 7 piliers que sont la santé, le numérique, l'agro-écologie-alimentation, la mobilité, le développement économique touristique et industriel, la culture-patrimoine-université et le commerce-artisanat.

Ainsi dans le cadre de sa stratégie de soutien à la filière santé, notamment avec le projet Montpellier Capital Santé, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet BNIF (BioNanoImaning Foundry) porté par l'Université de Montpellier.

Ce projet, très fortement multidisciplinaire, regroupe des chercheurs issus d'horizons variés (physiciens, électroniciens, chimistes, informaticiens, biologistes, agronomes, médecins, etc.), et présente une forte implication de partenaires privés (fabricants d'équipements et éditeurs de logiciels).

La plateforme proposera à la communauté scientifique académique ou privée, une offre aussi complète que possible d'innovations et de services en imagerie du vivant. La mutualisation des équipements lourds et des compétences sur la plateforme de services permettra de garantir une optimisation des moyens matériels et humains.

BNIF sera également complémentaire des plateformes biologiques d'imagerie cellulaire et moléculaire (MRI, PHIV et RHEM) organisées dans l'UMS BioCampus et dont elle sera le versant macroscopique. Elle s'articulera en outre avec les plateformes amont pour les études longitudinales *in vivo* d'animaux (RAM) et de végétaux (Agropolis International).

BNIF aura deux activités : d'une part, celle d'une plateforme de service en imagerie afin de répondre à une question biologique, d'autre part celle de démonstrateur, par le développement et la mise en œuvre de nouvelles technologies d'imagerie.

L'ambition de BNIF est de favoriser la recherche translationnelle, « *de l'éprouvette au lit du patient, du spin à la plante* », ce qui se traduira par un impact significatif en termes de développement économique et de création d'emplois. Les entreprises de biotechnologie, utilisatrices des services de BNIF, bénéficiant d'une large gamme de prestations et d'expertises de haut niveau, seront mieux à même de procéder au développement et à la validation de leur produit, ceci se traduisant par des gains substantiels en matière de compétitivité. Les entreprises associées impliquées dans le développement de technologies d'imagerie trouveront sur BNIF un environnement intégré unique, apte à faciliter leur R&D et à raccourcir leur cycle de validation. Elles bénéficieront également d'une visibilité accrue auprès des utilisateurs et des partenaires de BNIF. Ainsi, en améliorant la compétitivité et les capacités d'innovations des entreprises et en favorisant les transferts technologiques, BNIF contribuera de manière indéniable à la création de valeurs et d'emplois et par là-même au renforcement de l'attractivité du territoire.

En 2016, la contribution de Montpellier Méditerranée Métropole au projet BNIF s'élevait à 200 000 € pour un coût global de 2 006 000 € d'acquisition d'équipements. La Région contribuant à hauteur de 411 000 €, l'Etat 200 000 €, le FEDER 656 000 € et autres financements 538 000 €.

En 2019, il est proposé d'attribution un second financement de 200 000€ pour l'acquisition d'équipements scientifiques complémentaires pour un montant total de 302700 €. L'Etat contribuant à hauteur de 102 700 €. Ce financement sera attribué sous réserve de la signature d'une convention d'attribution entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Université de Montpellier d'une subvention de 200 000 € pour le projet BNIF, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution,
- approuver les termes de la convention d'attribution,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-91567-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet convention BNIF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.